

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

90/68

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UN DISCOURS**  
**DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,**  
**LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,**  
**À LA CONFÉRENCE SUR LES RELATIONS CANADO-SOVIÉTIQUES**  
**AU CENTRE DE CONFÉRENCES**  
**DU GOUVERNEMENT CANADIEN**

OTTAWA (Ontario)

Le 28 novembre 1990

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

## LA RELATION CANADA-URSS : CHANGEMENT ET DÉFI

Hier après-midi, je suis revenu d'un voyage dans trois régions très différentes du monde : l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, plus précisément Prague et Moscou; l'Europe de l'Ouest, où le premier ministre et moi avons assisté au Sommet de la CSCE à Paris, et à Rome où nous avons approuvé la Déclaration transatlantique entre le Canada et la Communauté économique européenne; le Proche-Orient, où j'ai eu des entretiens avec les leaders à Ankara, Amman, Tel Aviv et au Caire. Chacune de ces régions est le théâtre d'événements qui font planer de graves menaces, tout en offrant des chances intéressantes d'assurer l'ordre international. Dans chaque région, ces menaces et ces chances sont la cause et le résultat de problèmes et d'espoirs ailleurs dans le monde. Dans chaque région, les intérêts du Canada sont en jeu. Et dans chaque région, nous sommes à une croisée des chemins.

Ces événements détermineront si l'année 1991 marquera un tournant positif ou catastrophique dans l'évolution du monde. Ils influenceront sur la prospérité et la sécurité du Canada. Ils auront aussi d'importantes répercussions sur les futures relations entre le Canada et l'URSS.

J'ai vu à Prague et à Moscou des sociétés en pleine révolution. Elles sont différentes, et leurs problèmes ainsi que leurs approches varient. Mais ces deux sociétés tentent vaillamment de surmonter des décennies de mauvaise gestion et de répression; elles tentent d'accomplir en quelques mois ou en quelques années ce que d'autres ont pris des dizaines d'années ou des siècles à réaliser, c'est-à-dire ériger simultanément une économie de marché et un régime démocratique. Le changement est profond. L'Union soviétique essaie de résoudre en même temps divers genres de problèmes. Selon un observateur professionnel du Canada et de l'URSS, nos difficultés font figure de simple partie de dames, alors que celles de l'URSS sont une véritable partie d'échecs.

Le Sommet de la CSCE a été l'occasion d'enterrer complètement et à jamais la Guerre froide. Le Sommet nous a aussi permis de faire nos adieux à une Europe divisée par les armes et les disputes, à une Europe qui, pendant des décennies, a été le catalyseur de tensions tant locales que mondiales. Le Sommet a célébré la naissance d'une Europe unie, sans murs, engagée en faveur de la démocratie, des droits de la personne, de l'économie de marché et de la mise sur pied d'une nouvelle structure de sécurité axée sur la confiance et non sur la peur. Ce Sommet est aussi un défi pour l'avenir : construire ensemble une Europe saine, une grande Europe, de Vladivostok à l'île de Vancouver, une Europe

dont l'Union soviétique et le Canada seraient membres à part entière.

La révolution amorcée par Mikhaïl Gorbatchev, et qui a balayé l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, a rendu ce Sommet possible. Il n'y aurait pas eu de Sommet de Paris si les peuples de cette région ne s'étaient pas battus pour leur libération. A un moment chargé d'émotion au cours des travaux, le président Vaclav Havel, dramaturge et ancien prisonnier, a déclaré : «Participer à ce Sommet constitue le plus grand moment de ma vie». En effet, il concrétisait les idéaux de liberté et de bonne entente entre les nations qu'il avait poursuivis pendant toute son existence.

Les espoirs de Paris demeureront vains si ces vaillants chefs et leurs peuples ne se révèlent pas à la hauteur des défis.

A Helsinki, en septembre, les présidents Bush et Gorbatchev ont reconnu la convergence de leurs intérêts, ce qui devrait nous réjouir. Toutefois, à des milliers de kilomètres de l'Europe, un autre drame nous a fait oublier cet heureux événement. Les pays du monde, par l'entremise des Nations Unies, se sont unis en réaction à la crise du Golfe pour démontrer que les anciennes méthodes, c'est-à-dire les attaques sans vergogne, n'ont plus leur place dans la communauté internationale à laquelle nous aspirons. Les entretiens que j'ai eus en Turquie, en Jordanie, en Égypte et en Israël confirment qu'il serait catastrophique de laisser Saddam Hussein s'en prendre sans coup férir au Koweït. Ces pays préfèrent trouver une solution pacifique, mais à la condition que l'agression iraquienne ne soit pas récompensée.

Cette unité ne serait pas possible si la Guerre froide durait encore. Le Conseil de sécurité des Nations Unies serait paralysé par les rivalités idéologiques et embourbé dans les vetos. L'Union soviétique ferait de l'obstruction au lieu d'offrir sa coopération, de sorte que l'Iraq pourrait poursuivre librement son attaque sans subir quelque représaille que ce soit. Les Nations Unies, envers lesquelles le Canada a toujours fait preuve d'un engagement sans compromis, a maintenant la chance de répondre aux attentes de ses fondateurs. Elle n'a pas le droit d'échouer.

Le crise du Golfe comporte aussi d'autres dimensions globales. L'escalade dramatique des prix du pétrole est un dur coup aux économies chancelantes d'Europe de l'Est et à celles des pays en voie de développement. L'agression iraquienne constitue une menace directe à l'ordre mondial et à des millions de personnes partout sur la terre. C'est pourquoi les gouvernements la prennent si au sérieux. Il est vital que l'Iraq comprenne le sens de l'opposition à son attitude.

L'attaque lancée contre le Koweït nous rappelle les limites du consensus célébré à Paris et les problèmes qui continuent de se poser, soit que le développement, la dette, le terrorisme, le commerce et la prolifération des armes, et qui sont autant de menaces à notre sécurité que celles disparues avec le Mur de

Berlin. La crise du Golfe montre que d'autres régions sont loin de disposer d'une structure de confiance comme celle que nous mettons sur pied en Europe; elle nous permet également de nous rendre compte que l'Europe, et le reste du monde, sont menacés à moins que, forts d'un engagement collectif, nous abordions sans retard les difficultés de ces régions.

Dans les trois régions, soit l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, l'Europe dans son ensemble et le Golfe persique, nous voyons de vieilles structures s'effondrer et de nouvelles être érigées. Nouvelles ou anciennes, elles sont toutes intimement liées. Les nouvelles structures sont tout aussi incomplètes que fragiles et, pour les renforcer, il faudra du courage, des efforts et, parfois, des sacrifices.

La relation entre le Canada et l'URSS vise justement la mise sur pied de ces structures. Mais, ce ne fut pas toujours le cas. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, les relations entre nos deux pays étaient restreintes et entachées de conflits et de soupçons. Au lieu de favoriser la coopération, nous ne faisons que perpétuer la tension.

Si nos relations sont maintenant très différentes et plus prometteuses que jamais, c'est grâce aux changements radicaux dans l'attitude des Soviétiques, dans leur société et leur politique. Leurs réalisations nous ouvrent des portes.

Jadis, l'idéologie soviétique était diamétralement opposée aux valeurs canadiennes. Mais, aujourd'hui, les citoyens et les médias soviétiques jouissent de nouvelles libertés fondamentales; leur pays met graduellement sur pied des structures politiques démocratiques fondées sur la règle de droit.

Il y a cinq ans, en Israël, j'ai rencontré Anatoly Sharansky, l'un des premiers Juifs soviétiques qui ont pu quitter l'URSS. Lundi, à la Knesset, j'ai discuté avec le premier ministre Shamir du nouveau problème que constitue pour Israël l'accueil de 400 000 autres Juifs soviétiques au cours des cinq prochaines années. Même si l'Union soviétique ne préconise pas encore la philosophie d'Adam Smith, elle a sans conteste mis une croix sur celle de Karl Marx.

En ce qui concerne la politique étrangère, l'Union soviétique fait désormais office de conciliateur et non plus d'opposant. Elle a cessé de mettre des bâtons dans les roues et met maintenant la main à la pâte. Il y a tout juste une semaine, le Premier ministre et moi-même nous sommes entretenus avec MM. Gorbatchev et Shevardnadze à Paris. Une fois de plus, nous avons constaté que d'une région à l'autre, d'un problème à l'autre, l'Union soviétique fait preuve désormais d'une souplesse dont on peut se réjouir et présente des opinions qui s'apparentent étroitement à celles du Canada. Nous observons cette tendance à la CSCE, dans le Pacifique, au Cambodge, en Amérique centrale, en Angola, en Afrique du Sud, en Afghanistan et dans le Golfe. Nous l'observons

également au chapitre de la lutte contre la drogue, de la lutte contre le terrorisme et du contrôle des armements. Il fut un temps où nous étions toujours en désaccord avec l'Union soviétique; maintenant, c'est exceptionnel. Et lorsqu'il y a un désaccord, il concerne plutôt la portée que la nature de la question et il est fondé sur l'intérêt national et non sur une intransigeance idéologique ou l'ambition.

Nous ne sommes plus des ennemis. Nous ne sommes plus des adversaires dans cette Guerre froide où personne ne pouvait sortir vainqueur. Nous sommes des alliés. Nous voulons bâtir ensemble un monde axé sur la sécurité et la prospérité dont nous tirerons tous profit.

La poursuite et le développement de nos relations dépendent du succès des efforts visant à introduire des réformes en Union soviétique. Ces réformes sont risquées et fort complexes. Le succès n'est pas garanti. Il ne faut pas non plus se méprendre : le Canada n'est pas, pour l'Union soviétique, un ami des beaux jours. Nous appuyons la réforme sans aucune réserve et sans équivoque. Une nouvelle structure de l'ordre mondial dépend du succès de cette réforme. La réalisation des intérêts du Canada en dépend aussi.

Certains estiment peut-être que l'Union soviétique est, et je cite Neville Chamberlain dans un autre contexte, «un pays lointain dont on connaît peu». Ce n'est pas le cas. Dans ce village mondial que nous habitons, l'Union soviétique est une voisine. La façon dont elle prendra sa destinée en main influera sur notre façon de prendre la nôtre.

Ce n'est pas le moment de tourner le dos mais plutôt de tendre la main. Ce n'est pas non plus le moment de se laisser abattre, mais de s'engager. C'est notre chance ou jamais de saisir cette occasion en or. Nous devons appuyer la réforme car elle s'impose. Nous devons appuyer l'instauration d'un nouvel ordre là-bas, car sa portée se fera sentir ailleurs.

Nous ne devons pas surestimer les conséquences d'un échec, mais nous ne devons pas non plus sous-estimer les nombreux avantages que la réforme peut entraîner.

Il n'est pas dans l'intérêt de l'ordre international qu'une guerre civile éclate en Union soviétique ou que l'anarchie s'y installe. Il n'est pas non plus dans l'intérêt de cet ordre qu'une superpuissance qui possède encore des milliers d'armes nucléaires décide de renoncer à son engagement à l'égard du contrôle des armements. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe que la violence et que la haine raciales se répandent au-delà des frontières ou que des millions de personnes migrent parce qu'elles ont peur ou qu'elles sont démunies de tout. Enfin, il n'est dans l'intérêt de personne de perdre l'allié positif que peut être l'Union soviétique pour régler les nombreux problèmes qui existent dans tant de régions du monde.

De plus, le Canada possède des intérêts particuliers, des atouts, dans le domaine des communications, des transports, de l'alimentation, de la gestion, du logement et de l'exploitation pétrolière et gazière -- avantages dont l'Union soviétique est dépourvue et dont elle a besoin. Nous possédons également une richesse ethnique unique -- richesse qui nous sert bien et qui pourrait leur servir. De fiers Canadiens qui connaissent les coutumes, la culture, la langue et les systèmes de l'Union soviétique. Nos atouts peuvent devenir les leur, et ensemble nous pouvons édifier la prospérité et créer des emplois ici et en Union soviétique.

Toutefois, nous ne pourrons pas réaliser ces aspirations si l'Union soviétique tombe dans le désordre ni si elle retourne à un régime autoritaire. Et à l'heure actuelle, le succès n'est pas assuré, et la possibilité que la réforme échoue subsiste. Il ne fait aucun doute que l'Union soviétique se trouve à un point critique.

Les problèmes sont variés et décourageants :

- une pénurie des produits essentiels, provoquée par l'accumulation de réserves, le sabotage, une inefficacité chronique, une distribution boîteuse, la désillusion et le fait qu'on se servait du commerce interne comme moyen de pression dans les conflits politiques;
- une inflation galopante; un rouble qui ne vaut presque plus rien et des produits qui se font de plus en plus rares;
- une économie où on a banni l'ancien système, mais où aucun autre système n'a été institué; où les règles et les sanctions d'hier ne s'appliquent plus - ou ne sont pas prises en compte - et où il n'existe pas encore un nouveau système d'initiatives et de récompense;
- aucune certitude quant à la propriété du capital et des biens, ce qui complique encore bien davantage les questions de juridiction avec les Républiques;
- la violence liée au racisme et au nationalisme, qui a été réprimée et non résolue pendant des décennies, refait surface maintenant sous le nouveau climat de liberté;
- une fédération où chaque république a proclamé une certaine forme d'indépendance ou de souveraineté et où le pouvoir et les politiques du gouvernement central ne sont pas respectés ou sont contestés chaque jour;
- une crise de la légitimité politique où l'on ne fait pas confiance aux dirigeants, où les lois ne sont pas respectées et où les institutions tombent en discrédit;
- la désillusion du peuple; on lui avait promis la prospérité et il connaît maintenant la privation;
- une prise de conscience du peuple, qui est désormais au courant des problèmes et des inégalités qui existent, et qui ne les accepte plus.

Ces divers problèmes ont engendré un profond malaise, un cynisme qui se fait sentir un peu partout et une forte inquiétude qui empire elle-même le problème. La réaction du peuple soviétique au prix Nobel reçu par M. Gorbatchev est symptomatique à cet égard. La population, davantage préoccupée par ses besoins fondamentaux et le maintien d'un ordre de base, a haussé les épaules et parfois même tourné en dérision le fait qu'on lui ait décerné ce prix, qui était pourtant bien mérité. L'Union soviétique a eu plus de succès avec la révision de ses politiques à l'étranger qu'avec sa reconstruction intérieure. Cela se comprend. Il est plus facile de changer des politiques que de changer presque un siècle de structures sociales étouffantes. La population est en faveur du changement, mais elle ne sait comment s'y préparer.

M. Chevardnadze et M. Eltsine m'ont exprimé leurs craintes avec franchise. Mais ces problèmes doivent être vus sous le bon angle. Si les Soviétiques - et les gens de l'extérieur - sont au courant de ces problèmes, c'est parce que la population peut s'exprimer. Très souvent, ce ne sont pas de nouveaux problèmes, mais des problèmes qui n'étaient tout simplement pas connus. Si nous pouvons reconnaître la réalité, et en discuter, c'est qu'une réforme a été instaurée, une réforme à laquelle nous souscrivons.

Les débats et les dissensions ne sont pas synonymes de désintégration. Ils sont l'essence même de la démocratie. Les débats provoquent des changements, font naître des réformes et permettent aux systèmes de survivre. Les considérer comme un désastre imminent, ce serait traiter l'Union soviétique comme ce qu'elle était auparavant, non comme ce qu'elle est devenue ou ce que nous voudrions qu'elle devienne.

De plus, je crois que c'est parfois l'opinion de Moscou et de la Russie qui atteint nos oreilles quand nous entendons parler de problèmes et de prévisions de désastres en Union soviétique. La Russie éprouve maintenant des problèmes que le reste de l'Union soviétique connaissait depuis longtemps. Les problèmes ont progressé jusqu'au coeur du pays. Ce ne sont plus les difficultés de gens éloignés, longtemps ignorés.

Finalement, nous ne pouvons pas oublier la capacité d'endurance de la population soviétique face aux épreuves qu'elle traverse. Une capacité qui a certes aussi ses limites. Mais une capacité dont il faut tenir compte.

Ces facteurs expliquent certains problèmes et les mettent en perspective. Mais ils ne veulent pas dire qu'ils n'existent pas, bien au contraire.

L'Union soviétique a essentiellement un problème à régler : le vieux système a été discrédité et en grande partie abandonné, et rien d'efficace n'a été mis en place. Il s'est créé un vide sur les plans politique, économique et institutionnel. Le Parti

communiste a perdu sa légitimité et n'a plus le monopole, mais il dirige encore en grande partie le système. La fédération soviétique n'est pas acceptée telle qu'elle est; les propositions de réforme avancées par M. Gorbatchev cette semaine sont d'une grande portée et semblent inspirées, mais il n'est pas certain que les Républiques constituantes soient en mesure de les accepter. L'économie dirigée est en déroute et on a déclaré les marchés libres. Mais les marchés libres n'existent pas encore. C'est une économie à la recherche de théories économiques et de définitions des attributions. Qui possède quoi? Qui décide? L'économie, par ailleurs, est largement intégrée et repose sur le transfert de fonctions à diverses Républiques, parfois à l'encontre des impératifs économiques. Il sera extrêmement difficile de restructurer une économie qui n'est pas naturelle et est étroitement soudée ensemble.

Face à ces problèmes, il pourrait être tentant pour certains de faire marche arrière, de rétablir l'autorité et de revenir aux anciennes façons de faire. Mais c'est une démarche vouée à l'échec. Le système ne fonctionnera pas. Le système n'a pas marché et c'est pour cette raison qu'on le change. Mais il y a plus. La population - malgré les privations ou la discorde - a goûté à la liberté. Et on ne peut la lui enlever.

M. Gorbatchev s'est engagé à faire une réforme. Le problème n'est pas la réforme en elle-même. C'est plutôt le rythme à adopter et la période de transition à franchir. Cette transition ne sera jamais facile. Mais l'adoption à contre-cœur de demi-mesures ne fera qu'affaiblir un système sans en instaurer un nouveau. L'Union soviétique essaie de se déplacer le plus rapidement possible sur deux voies, dictées l'une par la réalité politique, l'autre par la nécessité économique. Il faut, tout d'abord, que les institutions soviétiques en viennent à refléter la société de ce nouveau pays. Il faut répondre aux aspirations légitimes de la population en faisant des compromis, ne serait-ce que parce que ces aspirations ne peuvent être ignorées. Il faut ensuite mettre en place un système économique doté de règles et d'avantages essentiels au bon fonctionnement d'un libre marché.

Ce n'est pas nous, de l'Ouest, qui allons réussir pour l'Union soviétique. La réussite sera le fruit des attitudes qui prévaudront là-bas et des gestes qui y seront posés. Ce ne sera pas le résultat de nos attitudes et de nos gestes, ici. Mais nous pouvons prêter assistance lorsque nous avons les mêmes intérêts ou presque. Et nous pouvons continuer de défendre fermement la réforme -- la réforme éclairée, la réforme qui réussit.

Lors de sa visite en Union soviétique en novembre dernier, le Premier ministre a amorcé une nouvelle phase des relations entre nos deux pays. Ma visite, la semaine dernière, a permis de faire progresser ces relations à plusieurs niveaux.

Premièrement, le Canada est prêt à négocier un traité officiel qui jetterait les bases juridiques d'une plus grande collaboration à l'avenir.

Deuxièmement, comme en a discuté M. Crosbie, nous allons entreprendre de négocier un nouvel accord commercial, moins restrictif, qui remplacerait l'accord actuel, négocié en 1956.

Troisièmement, nous nous efforcerons d'assouplir encore plus les restrictions du COCOM sur les exportations vers l'Union soviétique. Beaucoup a été fait à ce chapitre, récemment, mais beaucoup reste aussi à faire. Et nous demandons à nos alliés d'y aller aussi de leur contribution.

Quatrièmement, nous pouvons conclure de nouveaux accords dans certains domaines, par exemple un accord bilatéral sur la santé publique, un accord sur la prévention des activités militaires dangereuses, un accord sur la coopération dans le domaine des contacts humains et un accord d'assurance mutuelle.

Cinquièmement, nous pouvons élargir la coopération dans le cadre des accords et des programmes établis. Je crois que nous pouvons faire beaucoup en ce qui a trait à l'environnement, à la formation en gestion, aux conseils en matière de privatisation et de réforme de la réglementation, et au domaine statistique. Nous pouvons aussi contribuer à la mise sur pied d'institutions financières et judiciaires essentielles au bon fonctionnement d'un marché ouvert et d'une véritable démocratie.

Sixièmement, nous pouvons aider à contrer les pénuries qui, craint-on en URSS, pourraient engendrer disettes et désordres, cet hiver. En effet, comme l'a indiqué le Premier ministre à Paris, nous envisageons de consentir à l'Union soviétique une facilité de crédit que lui permettra d'acheter des produits alimentaires. Je peux confirmer aujourd'hui que le gouvernement est disposé à négocier une nouvelle marge de crédit de 150 millions de dollars qui permettra à URSS d'acheter des produits agricoles et du poisson, dont elle a tant besoin, à des conditions commerciales favorables qui ressemblent à celles de l'Accord à long terme sur le blé. Cette marge de 150 millions s'ajoute aux 850 millions restants de la marge de crédit consentie dans le cadre de l'accord sur le blé. Cette semaine, je communiquerai avec le ministre des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, afin d'établir les recoupements entre les priorités soviétiques et les produits canadiens disponibles.

Enfin, je crois que l'URSS et le Canada peuvent intensifier leur coopération à l'égard de questions bilatérales relatives à l'Arctique, et élargir ainsi que consolider la coopération entre tous les pays arctiques. Quelques précisions s'imposent ici.

Le Canada et l'URSS se partagent l'intendance de l'Arctique, où s'étend une si grande partie de nos territoires respectifs. Nous sommes deux pays du Nord; quelles qu'aient été nos

différences, l'Arctique nous a toujours liés et ce, physiquement et spirituellement. L'Arctique est à la fois notre histoire et notre patrimoine.

Un patrimoine que nous avons beaucoup trop souvent délaissé ou gaspillé. Le Nord est devenu la victime des tensions qui nous ont divisés. Son splendide et sensible environnement hérite maintenant des polluants transportés du Sud par le vent et par les cours d'eau, qui ne connaissent pas de frontières. Les populations septentrionales ont parfois souffert de l'application de solutions conçues dans le Sud pour régler des problèmes du Nord. Enfin, l'affrontement du traditionnel et du moderne a fait plus de victimes qu'il n'en faut.

Comme ces questions intéressent à divers degrés tous les pays de l'Arctique, tous bénéficieront de solutions élaborées de façon coopérative. Nous avons donc l'occasion de mettre en commun nos expériences respectives, de partager nos données et nos technologies et d'élaborer conjointement des stratégies.

La conjoncture des défis et des occasions a engendré depuis un an une montée vertigineuse de la coopération relative à l'Arctique -- coopération bilatérale et multilatérale, gouvernementale et autre. À part la coopération bilatérale entre le Canada et l'URSS, l'initiative de coopération environnementale mise de l'avant par la Finlande a beaucoup progressé, une réunion ministérielle devant avoir lieu en Finlande au printemps. Un sommet des autochtones de l'Arctique devrait aussi avoir lieu en 1991. Et n'oublions pas la réunion des gouvernements régionaux de l'Arctique qui a eu lieu en Alaska, en septembre dernier, où les intervenants ont déclaré leur intention d'établir un forum septentrional pour la coopération circumpolaire à un niveau infranational. Le Canada et l'Union soviétique ont été actifs dans tous ces dossiers.

Cette multiplication d'initiatives et de réalisations n'est pas une coïncidence, mais plutôt la conséquence logique de la conclusion que nous sommes devant des dossiers de grande envergure dont plusieurs ne pourront être réglés que grâce à la coopération générale. C'est aussi la conséquence d'une politique arctique révolutionnaire adoptée par les Soviétiques, d'une politique qui privilégie maintenant la coopération plutôt que la concurrence, la participation plutôt que l'isolement.

Pris ensemble, ces événements montrent qu'avec un peu de perspicacité, nous pouvons bâtir un nouveau mécanisme de coopération dans l'Arctique. Car cette région du monde mérite plus qu'une attention ponctuelle ou sporadique. Elle mérite l'efficacité qui peut découler d'une collaboration internationale. Elle mérite une intendance réussie, c'est-à-dire nécessairement conjointe. Elle mérite enfin la sorte d'attention que seule la volonté politique peut garantir.

En novembre dernier, à Leningrad, le Premier ministre a

suggéré que les pays de l'Arctique créent un conseil chargé de promouvoir et de faciliter la coopération entre eux. Le gouvernement croit maintenant le moment venu d'établir ce Conseil de l'Arctique.

Le Canada entend donc faire une proposition en ce sens aux sept autres pays présents dans l'Arctique - soit la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Islande, le Groenland, les États-Unis et l'Union soviétique - lors de la rencontre ministérielle sur la coopération environnementale, qui doit avoir lieu en Finlande au printemps prochain. Le Canada est disposé à accueillir un secrétariat de taille modeste et à aider, dès le début, à en financer les travaux.

Le Conseil de l'Arctique devrait au départ se doter d'un programme souple, qui prendrait de l'ampleur à mesure que se développe la confiance. Le gouvernement croit aussi qu'il est essentiel que le Conseil permette aux habitants du Nord de se faire entendre, afin qu'ils puissent contribuer aux décisions qui se répercuteront non seulement sur leurs intérêts, mais aussi sur leurs vies. Enfin, le Conseil devrait être conçu de manière à permettre aux pays non-membres qui s'intéressent à l'Arctique et dont les activités influent sur le Nord, pour le meilleur et pour le pire, de se faire entendre.

Les défis sont de taille -- un environnement qui a grand besoin d'être nettoyé, des activités de mise en valeur qui se doivent d'être durables et des problèmes sociaux urgents et uniques en leur genre. Pourtant, la conjoncture n'a jamais été plus favorable. La guerre froide est finie, et nous pensons à la sécurité en termes de moins en moins militaires; le moment est venu d'avancer. Il n'y a pas d'autres pays mieux placés que le Canada et l'URSS pour assumer les responsabilités et saisir les possibilités qui se font jour. L'Arctique doit cesser de servir de frontière, et devenir une voie de communication.

Qu'il s'agisse de l'Arctique, du Golfe, de la CSCE, des Nations Unies, de la coopération ou du commerce, les possibilités des rapports canado-soviétiques sont innombrables. Quant aux avantages possibles, ils sont importants de part et d'autre. Heureusement, la volonté politique nécessaire est présente et l'engagement des deux parties, ferme.

L'URSS est rendue à un point déterminant de son histoire. S'agira-t-il d'un point tournant ou d'un point de rupture? La route est libre, mais il y a des dangers. Il est dans l'intérêt primordial du Canada que les possibilités en URSS se traduisent en réalités et que la société soviétique connaisse la prospérité et devienne la force positive qu'on devine déjà. Le Canada fera ce qu'il peut et doit faire pour favoriser des réformes utiles, des réformes qui portent fruit. C'est ainsi que nous bâtirons une relation durable, une relation vouée à la paix, basée sur la démocratie et axée sur la prospérité. Voilà l'engagement que nous prenons. Le tout maintenant est d'en faire notre destinée.